

Le Burundi invité à réaliser une croissance de 10% par an pour vaincre la pauvreté

APA, 16-09-2014 Bujumbura (Burundi) - Le Burundi devra réaliser une croissance de 10% annuellement au cours de la prochaine décennie pour vaincre la pauvreté, a indiqué mardi la représentation de la Banque mondiale lors de la présentation à Bujumbura du premier rapport de suivi de la situation économique du pays, pour l'année 2013. Selon le Directeur sectoriel pour l'Afrique des Grands Lacs à la Banque mondiale, M. Albert Zeufack, le Burundi sort d'une période sombre de guerre et pour prétendre assurer sa croissance économique, la première condition est la consolidation de la paix pour que le pays puisse être une destination favorite des investissements.

Le Burundi doit également tout faire pour être le moins possible dépendant de l'aide extérieure, a-t-il dit. Plus de la moitié du Budget de l'État est constitué d'aides extérieures, a-t-il fait remarquer précisant que ces aides tarissent de plus en plus car depuis 2010 elles constituaient 23,4% du PIB et ont chuté jusqu'en 2013 pour atteindre 17% du PIB. La seule solution pour le Burundi est, selon M. Zeufack, "la mobilisation de ses propres ressources qui sont par ailleurs nombreuses et la diversification et l'augmentation des produits exportables dans la sous-région et dans le monde." Le rôle du rapport est qu'il a permis le suivi macro économique et des indicateurs importants qui permettront au pays d'avoir la capacité de résilience en cas de crise. Selon le représentant résident de la Banque mondiale au Burundi, M. Rachidi Radji, ce premier rapport intitulé "De l'Aide au Commerce : l'Intégration régionale comme moteur de croissance" a fait le suivi de l'économie burundaise de 2005 à 2013 et propose des solutions pour un avenir meilleur. Il vise par ailleurs à stimuler un débat constructif entre les différents acteurs notamment les autorités publiques, la société civile, le monde académique, le secteur privé, et sur les choix de politiques publiques pour accélérer la croissance économique et réussir la transition. Il a par ailleurs promis que ces rapports seront produits chaque année. Le deuxième vice-président de la République du Burundi, M. Gervais Ruyikiri, qui a présidé le lancement de ce rapport, a remercié la Banque mondiale pour l'élaboration de ce rapport qui va permettre aux politiques de mieux appréhender les progrès réalisés au cours de la décennie écoulée, les problèmes économiques rencontrés durant cette période et les stratégies à mettre en œuvre à court, moyen et long terme. Il indiquait que le gouvernement prend bonne note des conclusions du rapport et a demandé à la Banque mondiale de continuer à soutenir le Burundi dans ses efforts pour booster son économie fragilisée par des chocs externes comme la volatilité des prix du pétrole et la baisse de l'aide au développement. Pour M. Mamadou Ndione, économiste pays principal de la Banque mondiale, la croissance économique du Burundi au cours des dix dernières années a été maîtrisée mais elle est restée insuffisante. Elle a oscillé entre 4% et 5%, ce qui manifeste une stabilité attribuable à une gestion macroéconomique saine dans un contexte de volatilité. L'inflation est rythmée par les prix du pétrole mais en baisse car elle a atteint 7.9% en 2013 après avoir dépassé 20% en mars 2012, a précisé M. Ndione. Elle reste cependant élevée par rapport aux autres pays de la communauté économique de l'Afrique de l'Est (CEA). Selon toujours l'économiste, le Burundi accuse un déficit chronique de la balance des Comptes courants car son économie est fortement dépendante des importations financées en majorité par l'aide extérieure. Les importations s'élèvent à environ 40% du PIB contre moins de 10% des exportations de biens et services. Le rapport termine par une série de propositions de changement de priorités. La première priorité étant de prendre l'intégration régionale comme nouveau moteur de son économie sans oublier l'accélération des différentes actions déjà entamées dans le sens de la diversification des produits exportables tout comme leurs destinations, l'investissement privé, le développement du tourisme, la restructuration du secteur minier et du secteur de la construction.